N° 11-626-X au catalogue — N° 023
ISSN 1927-5048
ISBN 978-0-660-20849-7

Document analytique

Aperçus économiques

Développements récents de l'économie canadienne : printemps 2013

par Cyndi Bloskie et Guy Gellatly
Direction des études analytiques

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca.

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

Courriel à infostats@statcan.gc.ca

Téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros sans frais suivants :

- Service de renseignements statistiques 1-800-263-1136
- Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants 1-800-363-7629
- Télécopieur 1-877-287-4369

Programme des services de dépôt

- Service de renseignements 1-800-635-7943
- Télécopieur 1-800-565-7757

Comment accéder à ce produit

Le produit n° 11-626-X au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca et de parcourir par « Ressource clé » > « Publications ».

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « À propos de nous » > « Notre organisme » > « Offrir des services aux Canadiens ».

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2013

Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de licence ouverte de Statistique Canada (http://www.statcan.gc.ca/reference/licence-fra.htm).

This publication is also available in English.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population du Canada, ses entreprises, ses administrations et les autres établissements. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés dans les publications de Statistique Canada :

.	indisponible pour toute période de référence
..	indisponible pour une période de référence précise
...	n'ayant pas lieu de figurer
0	zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
0^s	valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
^{p}	provisoire
^{r}	révisé
x	confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
^{E}	à utiliser avec prudence
F	trop peu fiable pour être publié
*	valeur significativement différente de l'estimation pour la catégorie de référence (p<0,05)

Développements récents de l'économie canadienne : printemps 2013

Par Cyndi Bloskie et Guy Gellatly, Direction des études analytiques

Cet article de la série *Aperçus économiques* est destiné à offrir aux utilisateurs un aperçu concis et intégré des développements récents qui ont touché la production, l'emploi, la demande des ménages, le commerce international et les prix. Structuré comme un sommaire statistique des principaux indicateurs économiques, ce rapport a pour but d'offrir des renseignements sur l'évolution constante de l'économie canadienne en mettant en lumière les changements survenus dans les données économiques à la fin de 2012 et au début de 2013. Sauf indication contraire, les tabulations présentées dans ce rapport sont fondées sur des données désaisonnalisées qui peuvent être consultées dans CANSIM à partir du 30 avril 2013.

La croissance de l'emploi devance la production à la fin de 2012

Le rythme de croissance de la production réelle a ralenti au cours de la deuxième moitié de 2012. Le PIB réel a crû légèrement de 0,2 % au quatrième trimestre, soit au même taux qu'au troisième trimestre. En comparaison, la production avait progressé de 0,8 % pendant la première moitié de 2012. La croissance cumulative de 0,3 % enregistrée au cours des deux derniers trimestres représentait la hausse sur deux trimestres du PIB réel la plus faible depuis la mi-2009. Globalement, la production réelle a augmenté de 1,8 % en 2012, à la suite de gains de 2,6 % en 2011 et de 3,2 % en 2010.

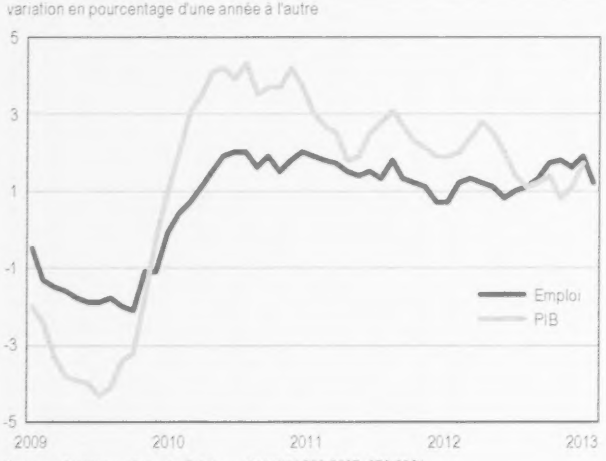
L'emploi a affiché des augmentations constantes tout au long de 2012, à l'exception d'une légère baisse en juillet. L'économie a créé 310 000 emplois en 2012, les hausses ayant été similaires au cours de la première moitié et de la deuxième moitié de l'année. D'une année à l'autre, le rythme de croissance de l'emploi a commencé à dépasser la croissance de la production réelle en octobre 2012. L'emploi a accusé un recul au début de la nouvelle année, cependant, l'économie ayant perdu 26 000 emplois au cours du premier trimestre de 2013. Le PIB réel a crû de 0,3 % en janvier, la fabrication ayant rebondi après avoir affiché une baisse en décembre. Le taux de février était semblable à celui de janvier, surtout en raison de l'extraction minière, pétrolière et gazière.

La croissance du PIB réel est principalement attribuable aux dépenses des ménages à la fin de 2012

La croissance du PIB réel au cours de la deuxième moitié de 2012 a été principalement le fait des dépenses des ménages, qui ont progressé de 0,7 % tant au troisième trimestre qu'au quatrième trimestre. Il s'agissait des hausses trimestrielles des dépenses des ménages les plus élevées depuis le début de 2010, la demande de biens ayant augmenté tout comme celle des services.

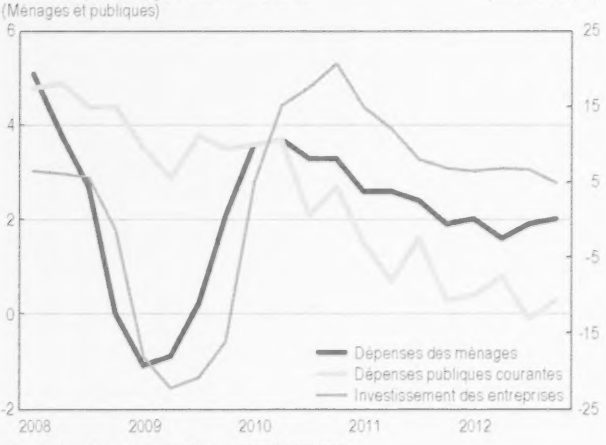
L'investissement des entreprises dans les bâtiments non résidentiels a ralenti au cours de la deuxième moitié de 2012, en hausse de 1 %, soit environ le quart du rythme de croissance de la

Graphique 1
PIB et emploi



Source : Statistique Canada, Tableaux CANSIM 282-0087, 379-0031.

Graphique 2
PIB, composantes des dépenses sélectionnées



Source : Statistique Canada, Tableau CANSIM 380-0064.

première moitié de l'année. La croissance plus lente enregistrée pendant la deuxième moitié de l'année était principalement attribuable au ralentissement dans les structures. Cela a fait en sorte que l'investissement des entreprises dans les bâtiments non résidentiels pour l'année a affiché une hausse de 6,2 %, après avoir connu une croissance de 10,4 % en 2011. L'investissement dans les produits de la propriété intellectuelle s'est accéléré au cours de la deuxième moitié de 2012, alors que le logement reculait, marquant ainsi le premier déclin sur six mois depuis la récession de 2008-2009. Néanmoins, en raison d'une solide première moitié d'année, la hausse affichée par le logement pour l'année se situait à 5,8 %, soit trois fois le rythme enregistré par l'investissement dans le logement en 2011.

Les dépenses courantes des administrations publiques ont crû de 0,4 % pour l'année, soit le rythme le plus lent depuis les baisses marquées du milieu des années 1990. Le commerce international a contribué de façon négative à la croissance du PIB au cours de l'année 2012, la croissance des importations ayant été supérieure à celle des exportations durant les trois premiers trimestres de l'année.

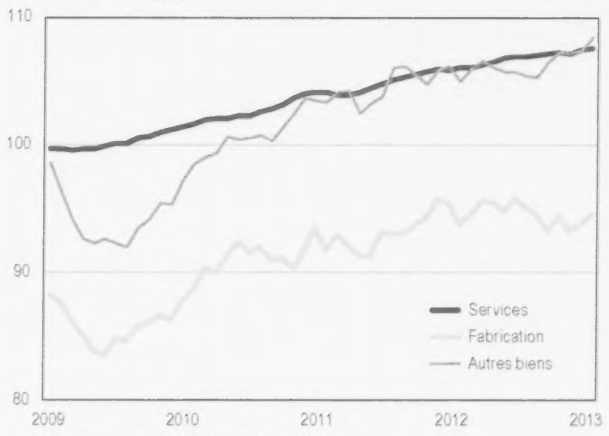
La production industrielle ralentit au cours de la deuxième moitié de 2012

La production dans les industries productrices de biens a ralenti encore davantage au cours de la deuxième moitié de 2012, la production du secteur de la fabrication ayant reculé de 1,6 %, à la suite d'une baisse de 1,0 % enregistrée lors des deux premiers trimestres. La production d'automobiles a augmenté pendant la première moitié de 2012 pour atteindre un sommet en juin. Depuis lors, la production dans les industries automobiles a chuté de 8 % à la fin de l'année. Les niveaux de production dans les industries de l'information, de la communication et de la technologie ont ralenti en 2012, en baisse de plus du quart par rapport au récent sommet atteint en 2011. La production des autres biens a crû légèrement en 2012, stimulée par les hausses affichées dans l'extraction minière et l'extraction de pétrole et de gaz au cours de la deuxième moitié de l'année, qui a rebondi après des fermetures pour travaux d'entretien et de réparation plus tôt dans l'année. La croissance dans les services a plafonné, des ralentissements dans les services aux consommateurs et aux entreprises ayant contrebalancé l'augmentation affichée par les industries du secteur public. Le PIB réel a progressé de 0,3 % en janvier et février 2013, surtout en raison des hausses du secteur de la fabrication et de l'extraction minière, pétrolière et gazière.

Les gains d'emplois en 2012 se sont concentrés dans les postes à temps plein

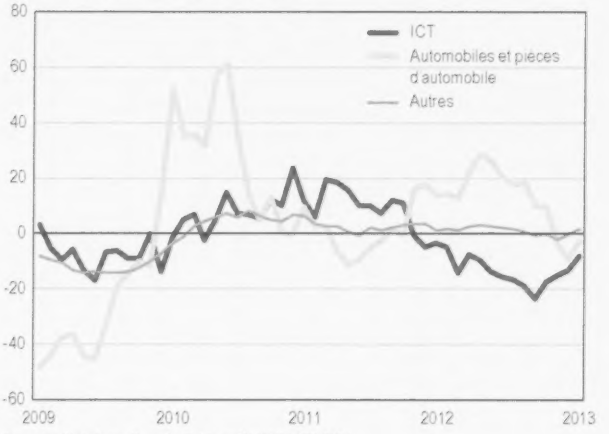
Il y a eu 310 000 emplois ajoutés à l'économie en 2012, soit le nombre le plus élevé en un an depuis 2007. La croissance de l'emploi a été de façon prédominante le fait des emplois à temps plein; il s'agissait de la hausse annuelle la plus forte de l'emploi à temps plein depuis une décennie. Alors que l'emploi a augmenté

Graphique 3
PIB, agrégats sélectionnés



Source : Statistique Canada, Tableau CANSIM 379-0031

Graphique 4
PIB, fabrication



Source : Statistique Canada, Tableau CANSIM 379-0031

à son taux le plus rapide en quatre ans, le taux de chômage est revenu à son niveau de 7,1 % d'avant la récession à la fin de l'année, la population active ayant crû.

Au cours du premier trimestre de 2013, l'emploi a reculé, la perte nette d'emplois s'étant chiffrée à 26 000. Cela traduisait les baisses nettes de 76 000 emplois dans le secteur privé et de 25 000 employés dans le secteur public, qui ont été partiellement contrebalancées par une augmentation de 74 000 travailleurs autonomes. En mars 2013, le taux de chômage a crû légèrement pour se situer à 7,2 %.

Le Québec a affiché les gains d'emplois les plus solides en 2012, après avoir été la seule province à éliminer des emplois l'année précédente, alors que l'Ontario a continué de créer

des emplois pour une troisième année d'affilée. Ensemble, le Québec et l'Ontario représentaient environ les trois quarts de l'augmentation nette globale pour l'année. L'emploi a crû dans les provinces de l'Ouest, tandis que dans l'Est, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick ont enregistré de faibles baisses. L'Alberta a délogé la Saskatchewan à la fin de l'année en ce qui a trait au plus faible taux de chômage au Canada, son taux de chômage se situant à 4,5 %. Terre-Neuve-et-Labrador avait toujours le taux de chômage le plus élevé (11,6 %), bien qu'il ait été en baisse de près de deux points de pourcentage par rapport au début de l'année.

Pour les trois premiers mois de l'année, les emplois ont diminué de 38 000 au Québec et en Ontario et de 11 000 en Colombie-Britannique. La Saskatchewan a affiché les plus forts gains d'emplois en mars, 11 000 emplois ayant été créés. Cela a fait en sorte que le taux de chômage de la Saskatchewan à se situait à 3,9 %, soit le taux le plus bas au pays, et près d'un point de pourcentage sous le taux de l'Alberta. Tant la Nouvelle-Écosse que le Nouveau-Brunswick ont récupéré certaines de leurs pertes d'emplois survenues l'année précédente.

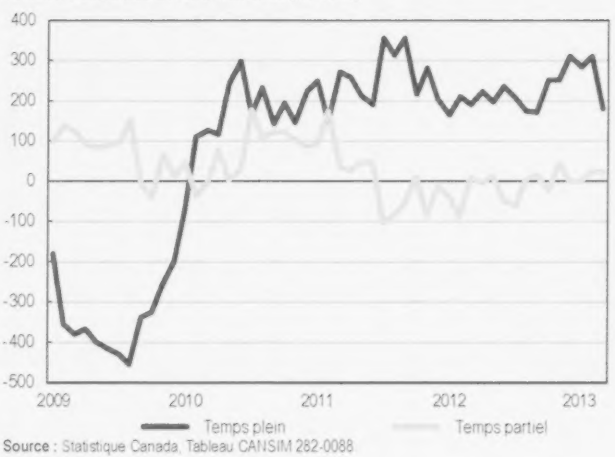
Le déficit commercial des marchandises reflète des volumes commerciaux plus bas

Le Canada a enregistré un déficit du commerce des marchandises de 12 milliards de dollars en 2012, après un excédent de 912 millions de dollars en 2011. Après cinq trimestres de croissance, la valeur des exportations canadiennes a diminué au cours des trois premiers trimestres de 2012, mais a crû légèrement au quatrième trimestre. La valeur des importations, qui avaient augmenté de façon constante pendant six trimestres jusqu'au deuxième trimestre de 2012, s'est contractée au second semestre de 2012. Tous les soldes trimestriels pour 2012 étaient en situation de déficit, allant de 72 millions de dollars au premier trimestre à 5,3 milliards de dollars au troisième trimestre. Des soldes mensuels, seuls ceux de janvier et de mars étaient dans des positions excédentaires. Une tendance similaire a été observée pour les volumes d'échanges, des déficits ayant été enregistrés tous les mois, sauf en janvier, et le volume des importations ayant surpassé les exportations de 10,3 milliards de dollars pour l'année.

Au début de 2013, le déficit commercial mensuel a continué à se creuser, atteignant 1 milliard de dollars en février. Les exportations ont diminué dans 7 des 11 catégories d'exportations, les métaux et les produits minéraux non métalliques venant en tête, tandis que les importations ont continué à progresser, soutenues par une demande continue de véhicules automobiles et de leurs pièces et de biens de consommation.

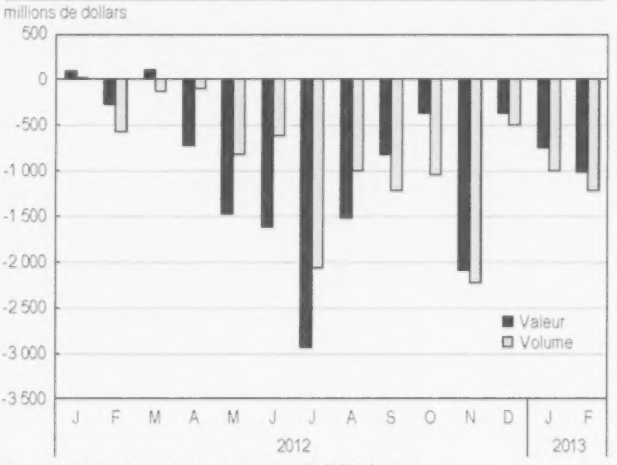
L'ampleur du déficit commercial global du Canada est tempérée par un excédent commercial de longue date avec les États-Unis. Les États-Unis représentent 73 % des exportations canadiennes et 63 % des importations canadiennes, les produits énergétiques, les véhicules automobiles et leurs pièces et les machines et le matériel industriels dominant les

Graphique 5
Croissance de l'emploi, temps plein et temps partiel



Source : Statistique Canada, Tableau CANSIM 282-0088.

Graphique 6
Solde commercial des marchandises



Source : Statistique Canada, Tableau CANSIM 228-0059, 228-0061.

flux commerciaux. Après deux ans de croissance, l'excédent commercial du Canada avec les États-Unis s'est rétréci en 2012 pour se situer à 42 milliards de dollars, soit moins de la moitié de l'excédent de 87,5 milliards de dollars enregistré en 2008. Les exportations à destination de la Chine ont crû de 15 % en 2012 principalement en raison des livraisons de semences de canola et d'huile de colza. La Chine a maintenant pris la place de la Grande-Bretagne comme deuxième destination en importance pour les exportations canadiennes[1].

Les prix à l'exportation pour le pétrole brut restent inférieurs aux prix à l'importation

Les exportations canadiennes de pétrole brut et de bitume de pétrole brut ont atteint un sommet en février 2012, tant en termes nominaux qu'en volume. Depuis lors, les difficultés

1 Pour des renseignements sur les données des différents pays, voir http://strategis.ic.gc.ca/eic/site/tdo-dod.nsf/fra/accueil.

concernant la capacité des pipelines à destination des États-Unis, qui sont allées croissant, ont freiné les livraisons, et le volume des exportations a diminué de 5 % en fin d'année. En revanche, le volume des importations de pétrole brut a augmenté de 13 % au cours de la même période. Les difficultés liées à la capacité des pipelines ont également donné lieu à un écart grandissant entre les prix canadiens et les prix de référence mondiaux du pétrole brut. Les prix à l'exportation pour le pétrole brut canadien sont restés inférieurs aux prix à l'importation payés pour le pétrole brut étranger depuis la fin de l'année 2011, et cet écart s'est poursuivi en 2013. Globalement, les exportations de pétrole brut et de bitume de pétrole brut représentaient 15,7 % des exportations nominales de marchandises du Canada en 2012, tandis que les importations de pétrole brut représentaient 6,5 % des importations nominales de marchandises.

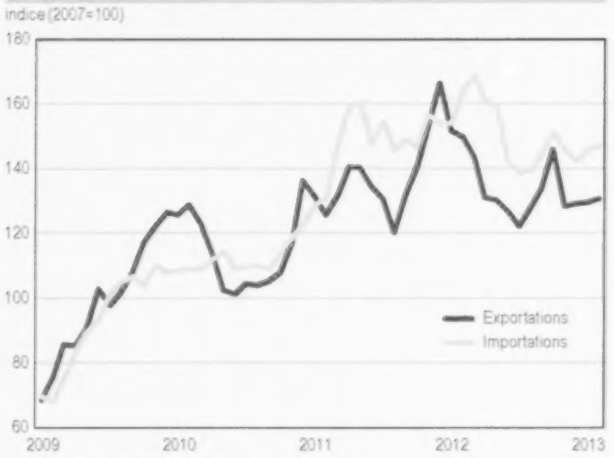
Le déficit commercial des véhicules automobiles et de leurs pièces se maintient

Il y a dix ans, le commerce de véhicules automobiles et de leurs pièces représentait environ un quart des importations et des exportations de marchandises. Ces proportions ont diminué de façon constante pour atteindre des creux de 15,5 % et de 12 % en 2009. Avec une forte demande pour les automobiles des deux côtés de la frontière au cours de la période post-récession, le commerce des automobiles et des produits automobiles a augmenté pour s'établir à 17,5 % des importations et à 14,8 % des exportations en 2012. Malgré des prix à l'importation supérieurs aux prix à l'exportation au Canada ces dernières années, la croissance du volume des importations a dépassé la croissance du volume des exportations. Le commerce nominal d'automobiles a été dans une situation déficitaire au cours des six dernières années, atteignant 14,3 milliards de dollars en 2012, en légère baisse par rapport à son niveau de 2011. Les ventes d'automobiles au Canada en 2012 ont atteint le deuxième plus haut niveau enregistré, soit 1,72 million de véhicules achetés, bien que la demande ait légèrement fléchi en fin d'année. Les ventes aux États-Unis sont revenues à leurs sommets d'avant la récession et ont continué à augmenter en 2013.

Les dépenses au détail progressent et dépassent les baisses enregistrées en fin d'année

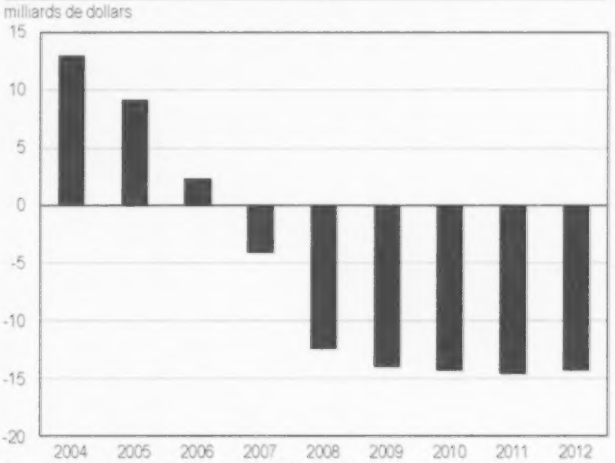
Après une faible croissance au premier semestre de 2012, les ventes au détail ont affiché cinq hausses mensuelles consécutives avant de perdre tous leurs gains de l'année en décembre, alors que la demande d'automobiles a chuté. Malgré la baisse de décembre, les ventes globales de voitures au cours de l'année sont les deuxièmes plus élevées jamais enregistrées. Le volume du commerce de détail est resté pratiquement inchangé pour la plus grande part de la seconde moitié de l'année, avant de diminuer de 2 % en décembre. Les ventes de produits électroniques ont probablement été entraînées à la hausse par de nouvelles versions de produits et d'importants rabais offerts en novembre, tandis que les ventes de meubles et d'articles d'ameublement ont sans doute été freinées par le ralentissement dans le logement. Les ventes au détail ont rebondi en 2013, en hausse de 0,9 % en janvier et de 0,8 % en février, les dépenses des consommateurs pour l'achat d'automobiles et de produits électroniques ayant crû.

Graphique 7
Prix du pétrole brut et du bitume naturel



Source : Statistique Canada, Tableau CANSIM 228-0059

Graphique 8
Solde commercial des véhicules automobiles et de leurs pièces



Source : Statistique Canada, Tableau CANSIM 228-0059

Les mises en chantier d'habitations ralentissent au cours des derniers mois

Les mises en chantier ont commencé à ralentir au second semestre de 2012 après avoir culminé à 253 000 unités en avril (chiffre désaisonnalisé au taux annuel). En décembre, les mises en chantier, qui se chiffraient à 197 000 unités, étaient à leur plus bas niveau de l'année. En janvier 2013, les mises en chantier ont reculé pour atteindre un niveau vu pour la dernière fois à l'été 2009, avant de rebondir pour se situer à près de 184 000 unités en février et en mars.

Les mises en chantier d'habitations unifamiliales urbaines ont progressé de façon constante tout au long de l'année, à un taux moyen de 67 000 unités par mois, et cette tendance s'est poursuivie dans la nouvelle année. Après avoir atteint un sommet en avril, les mises en chantier d'habitations multifamiliales ont régressé de 31 % pour s'établir à 111 000 unités en décembre, avant de diminuer encore d'un autre 30 % en janvier. Les mises en chantier d'habitations multifamiliales ont repris en février et en mars pour se situer juste sous la barre des 100 000 unités. La demande plus faible d'habitations tout au long de 2012 s'est reflétée dans les permis de bâtir résidentiels, qui se sont contractés au cours de 10 des 12 mois de l'année avant de rebondir en janvier 2013. Les permis de bâtir ont reculé de nouveau en février.

Le taux annuel d'inflation ralentit en 2012

Le taux annuel moyen d'inflation en 2012 se situait à 1,5 %, en baisse par rapport à 2,9 % en 2011, ce dernier taux ayant été le plus élevé depuis 1991[2]. L'inflation d'une année à l'autre a décéléré de façon constante tout au long de l'année 2012, étant passée d'un sommet de 2,6 % en février à un creux de 0,8 % en novembre et décembre. Le ralentissement a été principalement le fait des prix des biens, tant les prix des biens durables que ceux des biens semi-durables ayant reculé. Les prix des biens durables ont affiché des baisses d'une année à l'autre au cours de 10 des 12 mois de 2012, et également en janvier 2013, surtout en raison des rabais offerts sur l'équipement de divertissement à domicile et les automobiles. Les prix ont crû légèrement en février et ont plafonné en mars. Les baisses de prix des biens semi-durables ont été surtout attribuables aux prix des vêtements, qui ont diminué au cours de 5 des 6 mois de la deuxième moitié de 2012, et à nouveau en janvier et février avant de rebondir en mars. Les prix des biens non durables sont restés relativement stables tout au long de l'année, les prix des aliments s'étant modérés à la suite d'une pression à la hausse en 2011 et les prix de l'essence ont peu varié après avoir affiché des baisses constantes en 2011. Les hausses de prix des services, qui se chiffraient en moyenne à près de 2,3 % d'une année à l'autre pendant deux ans, ont commencé à ralentir en 2012, surtout en raison des coûts des intérêts hypothécaires. Le taux d'inflation pour les services en mars 2013 était de 1,3 %, soit le taux le plus bas en 39 mois.

Globalement, le taux d'inflation d'une année à l'autre a diminué pour se situer à 0,5 % en janvier 2013, avant d'augmenter à 1,2 % en février. La hausse plus forte enregistrée en février a été principalement le fait des gains dans l'indice du transport, qui reflétaient les prix plus élevés de l'essence et des voitures puisque les rabais offerts par les fabricants ont pris fin. Les prix plus bas de l'essence en mars, toutefois, ont freiné le taux d'inflation d'une année à l'autre qui s'est situé à 1 %.

Les prix des produits de base se redressent en 2013

Les prix des produits de base ont commencé à se redresser au cours des mois de l'été 2012, après une baisse généralisée en juin,

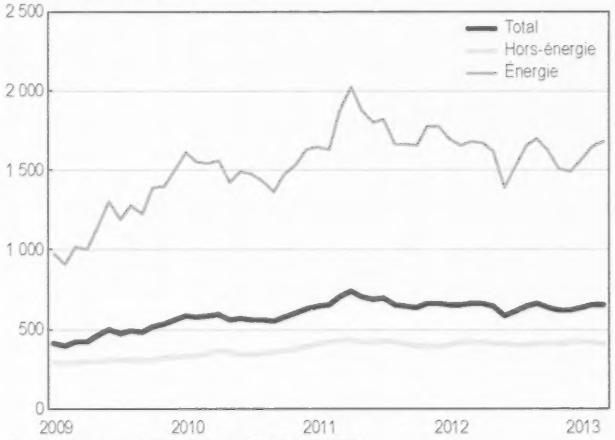
Graphique 9
Indice des prix à la consommation

variation en pourcentage d'une année à l'autre

Source : Statistique Canada, Tableau CANSIM 326-0020.

Graphique 10
Indice des prix des marchandises

1972=100, dollars des É.-U.



Source : Statistique Canada, Tableau CANSIM 176-0075.

qui était principalement attribuable à une diminution de 14 % de l'indice de l'énergie. Après une nouvelle contraction en fin d'année, les prix des produits de base ont remonté une fois de plus au début de la nouvelle année. Les prix de l'énergie ont augmenté de 12,5 % en mars par rapport à leur creux de décembre, alors que les prix des produits forestiers ont crû de 8 %, soutenus par la reprise du marché du logement américain. Les prix du poisson ont continué d'être freinés par l'offre excédentaire de homard au début de 2012, tandis que les prix plus bas de l'or ont contribué à la faiblesse de l'indice des métaux et des minéraux.

2 Les données sur les prix à la consommation présentées dans cette section ne sont pas désaisonnalisées.

Les actions liées aux métaux et aux produits miniers accusent des reculs en 2013

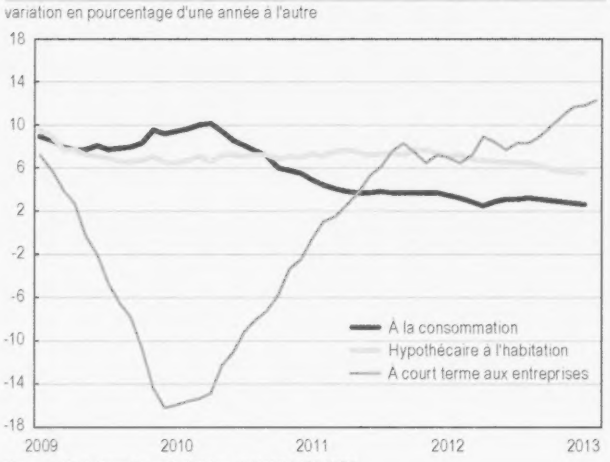
Après avoir essuyé des pertes généralisées en mai 2012, les cours des actions se sont redressés, le S&P/TSX 300 ayant remonté de 8 % à la fin de l'année. Le marché boursier a continué d'être en hausse en 2013, les actions ayant crû d'un autre 3,1 % en février, avant de fléchir de 0,6 % en mars. Les actions liées aux métaux et aux produits miniers, qui sont venues en tête de la reprise jusqu'en décembre, ont perdu trois quarts de leur hausse de 18,1 % en mars, plusieurs grands projets ayant été annulés ou reportés. Les actions industrielles et celles liées à la technologie de l'information ont poursuivi leur série de gains en 2013, tandis que le taux d'augmentation des actions liées à la consommation et des actions financières a ralenti. Les actions de l'or ont continué de reculer par rapport à leur récent sommet atteint en septembre, perdant 26,9 % de leur valeur jusqu'en mars.

À partir d'août 2012, le dollar canadien s'est renforcé par rapport à la devise américaine et a terminé l'année au-dessus de la parité. Depuis lors, le dollar canadien a faibli et en mars, il était inférieur de deux cents et demi au dollar américain. Le taux d'escompte et le taux préférentiel sont demeurés constants à 1,2 % et 3,0 % respectivement, soit à des niveaux où ils se maintiennent depuis septembre 2010.

La croissance du crédit à la consommation ralentit tandis que le crédit aux entreprises augmente

Le crédit aux ménages a affiché une hausse de 2,2 % au cours de la deuxième moitié de 2012, soit le taux le plus faible depuis la première moitié de 2001. Parallèlement au ralentissement des mises en chantier d'habitations, la demande de prêts hypothécaires résidentiels a ralenti pour afficher une augmentation de 2,5 % après avoir affiché une hausse de 3,2 % au cours des six premiers mois de l'année. Le crédit à la consommation a augmenté de 1,4 %, soit au même rythme qu'au cours de la première moitié de 2012, et ces deux taux étaient les plus faibles hausses sur six mois depuis la fin de 1992. À l'opposé, le crédit aux entreprises a crû de 4,2 % au cours des six derniers mois de l'année, soit le rythme le plus rapide depuis 2000, la demande ayant augmenté tant pour le crédit à court terme que pour le crédit aux autres entreprises. En janvier 2013, le niveau du crédit à court terme aux entreprises est revenu à son niveau d'avant la récession et a poursuivi son expansion en février.

Graphique 11
Crédit



Source : Statistique Canada, Tableau CANSIM 176-0032.